



La ministre des Affaires étrangères Michèle ALLIOT-MARIE estime que la France "ne doit pas s'ériger en donneurs de leçons" face à la situation "complexe" que connaît la Tunisie

Le bilan des troubles sociaux qui ébranlent la Tunisie depuis près d'un mois s'est alourdi à une cinquantaine de morts dans le centre du pays en trois jours, selon un responsable syndical qui a évoqué une situation de "chaos" hier à Kasserine, principale ville du centre. Le ministère de



L'Intérieur a fait état de quatre morts et de huit policiers blessés, alors qu'une manifestation d'artistes dans le centre de Tunis, et une autre à l'appel de l'opposition, était réprimée. A Paris, malgré l'aggravation de la situation, le gouvernement maintient sa ligne de modération, parfois assortie d'une appréciation positive sur les 23 ans de pouvoir du président tunisien. Lors des questions à l'Assemblée nationale, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères Michèle ALLIOT-MARIE a répondu aux critiques en ces termes : "plutôt que de lancer des anathèmes, je crois que notre devoir est de faire une analyse sereine et objective de la situation". "On ne peut que déplorer qu'il puisse y avoir des violences qui concernent ces peuples amis", a-t-elle dit, ajoutant que "la priorité doit aller à l'apaisement après des affrontements qui ont fait des morts". "Notre premier message doit être celui de l'amitié" entre les peuples Français et tunisien, et "on ne doit pas s'ériger en donneurs de leçons" face à une situation "complexe", a-t-elle martelé, tout en invitant les dirigeants à "mieux prendre en compte les attentes" des populations. Mme ALLIOT-MARIE a expliqué le mécontentement social et politique par "énormément d'attentes de la part des jeunes", "particulièrement de jeunes formés, de pouvoir accéder au marché du travail". Le président Nicolas SARKOZY entend "dans le cadre du G8 et du G20 répondre aux préoccupations et aux besoins qui sont ceux" de la Tunisie et de l'Algérie en la matière, a-t-elle affirmé. Mme ALLIOT-MARIE a aussi suggéré que "le savoir-faire, reconnu dans le monde entier de nos forces de sécurité, permette de régler des situations sécuritaires de ce type". "C'est la raison pour laquelle nous proposons effectivement aux deux pays de permettre dans le cadre de nos coopérations d'agir pour que le droit de manifester puisse se faire en même temps que l'assurance de la sécurité".

Plus tôt dans la matinée, le ministre de l'Agriculture Bruno LE MAIRE avait relevé que "le président Ben ALI est quelqu'un qui est souvent mal jugé" car "il a fait beaucoup de choses" pour son pays. Parmi les points forts du bilan, les responsables politiques, toutes tendances confondues, rangent souvent le développement économique de la Tunisie et sa lutte contre l'islamisme. "Ce sont des données importantes", relève M. Axel PONIATOWSKI, président (UMP) de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. "La situation est préoccupante et il faut être très mesurés dans nos propos", a-t-il précisé, mettant en garde contre la tentation de se poser en "donneurs de leçons". "La proximité, l'Histoire, le passé, le fait qu'il y ait en France une diaspora (tunisienne) importante et bienvenue, tout cela doit contribuer au fait que la France ne doit pas exacerber la situation", a-t-il poursuivi.

"L'amitié doit se traduire par un langage de vérité", estime M. Jean-Pierre SUEUR

Même si la plupart des ténors de l'opposition de gauche se gardent bien de sortir du rang, plusieurs voix se sont élevées pour dénoncer cette bienveillance. "Je crois que le silence, ou tout du moins la complaisance vis-à-vis du régime de Ben ALI est un problème", a commenté Mme Cécile DUFLOT, secrétaire générale des Verts/Génération Ecologie. Pour la Ligue des droits de l'Homme (LDH), "le silence complice des autorités politiques françaises actuelles n'est en rien représentatif de l'indignation qui s'étend dans la société française". Fait significatif, ce "silence" a été rompu par le président (PS) du groupe d'amitié France-Tunisie au Sénat Jean-Pierre SUEUR, qui a dénoncé dans un communiqué "la répression violente" contre les manifestants. "Il y a un moment où l'amitié doit se traduire par un langage de vérité", a-t-il expliqué, estimant en particulier que la lutte contre une éventuelle menace islamiste ne peut justifier des violations des libertés. "Ce n'est pas un argument pertinent", dit-il. L'ancien porte-parole de l'UMP Dominique PAILLE a quant à lui appelé M. SARKOZY à faire "des gestes" pour rappeler au président tunisien qu'il y avait "un respect des droits fondamentaux à mettre en œuvre" dans son pays. Dans un courrier à Mme ALLIOT-MARIE, le sénateur (CRC-SPG) de la Seine-et-Marne Michel BILLOUT indique vouloir "connaître les mesures que la France compte prendre afin que notre pays et les autorités européennes exigent du gouvernement tunisien le respect de l'article 2 de l'accord d'association entre la Tunisie et l'Union



européenne relatif au respect des "principes démocratiques et des droits de l'Homme". Si les autorités tunisiennes venaient à maintenir la répression à l'égard des opposants, il conviendrait alors de geler l'accord d'association en raison du non-respect des clauses conventionnelles", ajoute-t-il (cf. "BQ" d'hier).